

ARTICLE D'OPINION

(Fr)

L'ETAT DE DROIT EST ATTAQUÉ EN EUROPE, ET PAS SEULEMENT EN HONGRIE



Source: EITB

Par **Arturo Encinar**

Trahison, corruption, détournement de fonds publics et même terrorisme sont quelques-uns des crimes couverts par la loi d'amnistie récemment adoptée par le Congrès des Députés espagnol. Cette loi, qui entrera probablement en vigueur en mai de cette année, vise à exonérer tous les dirigeants catalans de leur responsabilité pénale à la suite de leur tentative de coup d'État destiné à déclarer l'indépendance de l'Espagne le 1er octobre 2017. Parrainée par le président espagnol Pedro Sánchez en échange du soutien des partis nationalistes catalans à son gouvernement, l'amnistie est une attaque frontale contre l'état de droit qui devrait inquiéter les institutions européennes.

L'AMBITION DÉMESURÉE D'UN HOMME

En juillet dernier, les espagnols se sont rendus aux urnes afin d'élire un nouveau gouvernement. Le président socialiste sortant Pedro Sánchez cherchait un second mandat en aspirant à revalider sa coalition avec son allié d'extrême gauche Sumar (anciennement Unidas Podemos).

Les sondages d'opinion, ainsi que le fantôme des élections régionales qui ont eu lieu deux mois auparavant et qui ont été un échec total pour la gauche dans toute l'Espagne, ont été des sources de pessimisme pour le président en exercice. Tous les indicateurs pointaient vers une victoire probable de la droite et l'éviction du gouvernement actuel. Mais Sánchez est avant tout un survivant. Bien qu'il soit arrivé en deuxième position et que le soutien à sa coalition ait diminué, les résultats de l'élection ont montré qu'il disposait d'une voie très étroite, mais possible, pour obtenir un second mandat. Avec une réserve de taille : il aurait besoin du soutien de chacun des petits partis régionalistes et indépendantistes qui siègent au Congrès pour revalider son gouvernement.

La question des identités régionales en Espagne est sans fin. Certaines régions du pays, comme la Catalogne, le Pays Basque ou la Galice, sont reconnues par la Constitution comme des "nations historiques" en raison de leurs langues et traditions distinctes. Cela signifie également qu'une partie importante de leur population est favorable à l'indépendance politique vis-à-vis de l'Espagne ou, du moins, à l'octroi d'une plus grande autonomie par rapport au gouvernement central. Ces mouvements sont représentés par des partis nationalistes qui se présentent non seulement aux élections régionales, mais aussi aux élections générales en essayant d'obtenir une représentation au Congrès afin de faire avancer leurs agendas régionaux. Après les élections de 2023, la somme combinée de tous ces partis a atteint 28 des 350 sièges du Parlement, soit 8 % du total des sièges. En général, leur influence sur la politique nationale est négligeable, mais compte tenu des résultats serrés des élections, le seul moyen pour Pedro Sánchez de s'assurer un second mandat serait d'obtenir le vote positif de chacun d'entre eux.

Les partis nationalistes au Congrès espagnol



Ces partis sont très divers et ont des intérêts différents. Au total, six partis nationalistes ont obtenu une représentation au Congrès lors des élections de 2023. Le Pays Basque a envoyé au Parlement le centriste Parti Nationaliste Basque (PNV) avec 5 sièges et l'extrême gauche de EH Bildu (les héritiers politiques de l'organisation terroriste ETA) avec 6 sièges. La Galice a donné un siège au Bloc Nationaliste Galicien (BNG), un parti de gauche. Les îles Canaries ont élu la centriste Coalition Canarienne (CC) avec 1 siège. Enfin, la Catalogne a donné une représentation au parti Gauche Républicaine de Catalogne (ERC) avec 7 sièges et au parti attrape-tout Junts avec 7 autres sièges.

C'est précisément ce dernier parti, Junts, qu'il convient d'examiner de plus près. Tous les autres partis nationalistes ont rapidement promis leur soutien à Sánchez (en échange de précieuses concessions, bien sûr), mais Junts n'est pas un parti comme les autres. Il s'agit du parti dirigé par l'ancien président catalan Carles Puigdemont, qui vit actuellement en Belgique en tant que fugitif, fuyant les accusations criminelles qu'il a encourues en tant que leader matériel de la tentative illégale d'indépendance en 2017. Junts (officiellement Junts per Catalunya, "Ensemble pour la Catalogne") a été créé en 2020 sur les bases du parti historique Convergència Democràtica de Catalunya, une force conservatrice catalane traditionnelle qui a détenu le gouvernement régional entre 1980 et 2003, et entre 2010 et 2017. Cependant, Puigdemont et nombre de ses dirigeants ayant été envoyés en prison ou ayant réussi à fuir le pays, le parti a renoncé à toute idéologie pour ne poursuivre que deux objectifs : l'indépendance de la Catalogne et l'amnistie pour ses dirigeants. Naturellement, la principale demande des Junts à Sánchez en échange de leur soutien à son gouvernement était l'amnistie. Au départ, cette demande était considérée comme peu probable, étant donné l'opposition historique du Parti Socialiste (PSOE) de Sánchez à une telle mesure qui aurait essentiellement effacé les crimes et enterré un événement aussi traumatisant pour l'ensemble de l'Espagne.

Par le passé, le président Sánchez avait déjà accordé aux dirigeants catalans emprisonnés une forme de pardon qui leur permettait de retourner dans la rue, mais qui n'effaçait pas leur responsabilité pénale. Cependant, le président est connu pour ses principes malléables et sa tendance à changer de camp si cela lui permet de gagner une heure de plus au pouvoir. Le soutien des 7 députés de Junts était essentiel à la formation d'un gouvernement et, sans surprise pour beaucoup, Sánchez a donné son feu vert à l'amnistie, permettant ainsi sa réélection mais marquant une étape sans précédent dans l'érosion institutionnelle en Espagne.

Cette décision a suscité des protestations comme l'Espagne en avait rarement vues auparavant. Les gens sont descendus dans la rue et des manifestations ont eu lieu chaque jour pendant plus d'un mois dans toutes les grandes villes espagnoles, avec même des rassemblements de centaines de milliers de personnes dans des endroits comme Madrid ou Séville. Les manifestants ont exigé que Sánchez renonce à sa prise de pouvoir et que l'Europe prenne des mesures immédiates en la matière.



Source: El Español

POURQUOI L'AMNISTIE EST-ELLE UN ENJEU POUR L'EUROPE ?

La première proposition de loi d'amnistie a été refusée par le Congrès en raison de l'opposition de Junts, qui estimait qu'elle n'allait pas assez loin. L'équipe du président avait rédigé une proposition qui couvrait tous les crimes politiques (trahison et tous les crimes liés à la tentative de sécession illégale), mais laissait de côté les actes de terrorisme - commis par des groupes militants indépendantistes comme le CDR et Tsunami - et le détournement de fonds publics. Deux délits qui ont finalement été inclus dans le texte final, bien qu'ils aient été initialement qualifiés de "lignes rouges" par M. Sánchez.

La conclusion de cette histoire est qu'en 2024, dans une démocratie européenne moderne, le respect de la loi est facultatif s'il est dans l'intérêt personnel du président. Les amnisties sont des outils importants et puissants utilisés dans le monde entier pour rapprocher les peuples ou conclure des périodes de réconciliation, mais en Espagne, elles n'ont pas été utilisées à cette fin.

Elle n'a été qu'une simple monnaie d'échange utilisée pour faire avancer les ambitions d'un seul homme. Il n'y a eu aucune réconciliation, mais seulement l'effacement de crimes commis par un groupe de personnes qui ne regrettent pas leurs actes et qui, au contraire, ont divisé encore plus la société espagnole.

En d'autres termes, Pedro Sánchez, avec sa loi d'amnistie, dit au monde qu'en Espagne, il est acceptable de modifier l'ordre constitutionnel et de désobéir à la loi. Que la corruption et l'utilisation de l'argent des contribuables pour faire avancer des actions illégales sont acceptables. Que le terrorisme, s'il ne fait pas de victimes, est un moyen acceptable de faire de la politique. Et le plus inquiétant, c'est que les criminels ont le droit de dicter les conditions de leur sortie de prison si cela les arrange politiquement. En résumé, tous les citoyens ne sont pas égaux devant la loi, mais ceux qui détiennent le pouvoir politique peuvent commettre des crimes sans être punis pour leurs méfaits.

Des valeurs européennes essentielles telles que l'État de droit, l'égalité devant la loi et les principes mêmes de la démocratie sont attaquées en Espagne, et les institutions de l'UE devraient y prêter plus d'attention. Pour l'heure, la réputée Commission de Venise, organe consultatif du Conseil de l'Europe chargé des questions de droit constitutionnel, a conclu que l'amnistie, sous sa forme actuelle, était inacceptable. Son rapport souligne qu'une telle mesure devrait être adoptée par une majorité parlementaire qualifiée (au lieu de la majorité absolue utilisée par l'Espagne), qu'elle ne devrait pas être utilisée comme monnaie d'échange et qu'elle pourrait causer des dommages dangereux à l'État de droit, à l'égalité et à la séparation des pouvoirs. La justice européenne devrait se saisir de l'affaire dans les mois à venir, car le Commissaire Européen à la Justice, Didier Reynders, a suivi de près l'adoption de la loi et a fait part de ses inquiétudes quant à l'inclusion du terrorisme et du détournement de fonds dans le cadre de l'amnistie.

SOURCES

[HTTPS://WWW.EITB.EUS/ES/NOTICIAS/POLITICA/DETALLE/9353954/EL-PARLAMENTO-EUROPEO-DEBATIRA-PROXIMA-SEMANA-LEY-DE-AMNISTIA-DEL-PSOE/](https://www.eitb.eus/es/noticias/politica/detalle/9353954/el-parlamento-europeo-debatira-proxima-semana-ley-de-amnistia-del-psoe/)
[HTTPS://WWW.ELMUNDO.ES/ESPAÑA/2024/03/14/65F2D79521EFA05F448B4596.HTML](https://www.elmundo.es/ESPAÑA/2024/03/14/65F2D79521EFA05F448B4596.HTML)
[HTTPS://WWW.ELMUNDO.ES/ESPAÑA/2024/03/14/65F2B55621EFA0A2338B459A.HTML](https://www.elmundo.es/ESPAÑA/2024/03/14/65F2B55621EFA0A2338B459A.HTML)
[HTTPS://LETRASLIBRES.COM/POLITICA/ESTADO-DE-DERECHO-AMNISTIA-Y-EUROPA/05/03/2024/](https://letraslibres.com/politica/estado-de-derecho-amnistia-y-europa/05/03/2024/)
[HTTPS://WWW.ELCONFIDENCIAL.COM/ESPAÑA/2024-01-26/REYNDERS-ADVIERTE-ESTA-MUY-ATENTO-INCLUSION-TERRORISMO-LEY-AMNISTIA_3818418/](https://www.elconfidencial.com/ESPAÑA/2024-01-26/REYNDERS-ADVIERTE-ESTA-MUY-ATENTO-INCLUSION-TERRORISMO-LEY-AMNISTIA_3818418/)
[HTTPS://WWW.LARAZON.ES/ESPAÑA/AMNISTIA-CGPJ-TODOS-CAMINOS-PASARAN-REYNDERS_20240105659706F267D53E0001CC68C7.HTML](https://www.larazon.es/ESPAÑA/AMNISTIA-CGPJ-TODOS-CAMINOS-PASARAN-REYNDERS_20240105659706F267D53E0001CC68C7.HTML)